

Des Etats généraux pour une information et des médias pluralistes

Un document de 8 pages vient d'être réalisé dans le cadre de la campagne « Des Etats généraux pour une information et des médias pluralistes » dont SUD Culture Solidaires est partie prenante.

Des États généraux pour une information et des médias pluralistes :

Brève histoire...

Sous la présidence Nicolas Sarkozy, la « droite décomplexée » impulse une offensive générale dans le secteur des médias pour imposer, à marche forcée, leur soumission conjointe au libéralisme économique et à l'autoritarisme politique.

Les États généraux pour le pluralisme – à ne pas confondre avec les « Etats généraux de la presse » pilotés par le gouvernement...- n'en sont que plus indispensables.

Le 29 mai 2005, à la question « Approuvez-vous le projet de loi qui autorise la ratification du traité établissant une Constitution pour l'Europe ? », 54,68% des électeurs ont répondu « non ». Or rarement le pluralisme démocratique aura été aussi ouvertement et cyniquement bafoué par les grands médias,

publics ou privés qu'il ne le fut à l'occasion de la campagne précédant le scrutin. Le 3 octobre 2005, était rendu public un Appel à des États généraux pour une information et des médias pluralistes, p. 1 et 2

Il sera suivi en 2006 d'une rencontre régionale à Grenoble et d'une rencontre nationale des médias associatifs et indépendants du tiers secteur, à Marseille en mai 2006, qui adopte un appel qui, notamment, synthétise leurs principales revendications, p. 5

Enfin, une première session des États généraux se tient le 30 septembre 2006, à Saint-Denis, qui se conclut par une déclaration finale : « Pour des médias soustraits à l'emprise des pouvoirs économique et politique », p. 4 et 5

Les préparatifs de la campagne électorale pour l'élection présidentielle de 2008 sont l'occasion d'interpeller les formations politiques. Dans ce but, le samedi 10 février 2007, les États généraux pour le pluralisme, organisés au Palais du Luxembourg, procèdent à une audition, ouverte à la presse, des formations politiques et de leurs candidats (ou de leurs représentants).

L'élection de Nicolas Sarkozy, la politique qu'il mène avec sa majorité, à commencer par la suppression – sans réelle contrepartie – de la publicité sur les chaînes publiques, et, plus généralement les évolutions dans le secteur des médias justifient la tenue d'une deuxième session des États généraux, précédée d'un appel, p. 6

Elle se tient le 17 mai à Paris 2008 et se conclut par une nouvelle déclaration finale :

« L'information et le service public, c'est notre affaire »,
p. 7 et 8

le jeudi 30 octobre 2008

Vous trouverez ce Huit pages sur le site Internet de Solidaires au lien suivant :

<http://www.solidaires.org/article21642.html>